

Chapitre 1 : Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie, une présentation des principaux outils de la comptabilité nationale

Ce chapitre s'inscrit dans le module 1 « Les fondements de l'économie et de la sociologie », dans le sous module 1.1 « Les fondements de l'économie »

Ce que dit le programme

- **Orientation générale du module 1 « Les fondements de l'économie et de la sociologie »**

Ce module constitue une présentation des bases essentielles de l'économie et de la sociologie. La première partie vise à présenter les principaux acteurs de l'économie et les liens qui les unissent, dans une perspective inspirée de la comptabilité nationale. La seconde partie met l'accent sur les équilibres de marché. La troisième présente les fondements de la sociologie.

- **Orientation générale du sous module 1.1 « Les fondements de l'économie »**

Il s'agira ici d'étudier le cadre général des activités économiques et l'histoire de la pensée économique pour éclairer les enjeux économiques contemporains.

1.1.1. Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie

1.1.2. La monnaie et le financement de l'économie

1.1.3. Les grands courants de la pensée économique depuis le XVIe siècle

- **Présentation du point 1.1.1. « Les acteurs et les grandes fonctions de l'économie »**

On étudiera les caractéristiques des différents acteurs économiques ainsi que les opérations qui les relient. Cette approche utilisera les concepts et outils de la comptabilité nationale. On abordera ainsi la présentation du circuit économique et des agrégats de la comptabilité nationale. On mettra l'accent sur l'équilibre ressources-emplois et sa traduction dans le tableau entrées-sorties, y compris en introduisant les coefficients techniques. On mettra en évidence les relations entre secteurs institutionnels pour montrer la logique de la répartition des revenus. La construction du tableau économique d'ensemble ne sera pas exigée.

Bibliographie

Jean-Paul Piriou, Jacques Bournay et Vincent Biauxque, *La comptabilité nationale*, La Découverte, Grands Repères, dix-huitième édition, 2019.

Attention : si achat d'une version plus ancienne, vérifier qu'elle est bien en base 2014

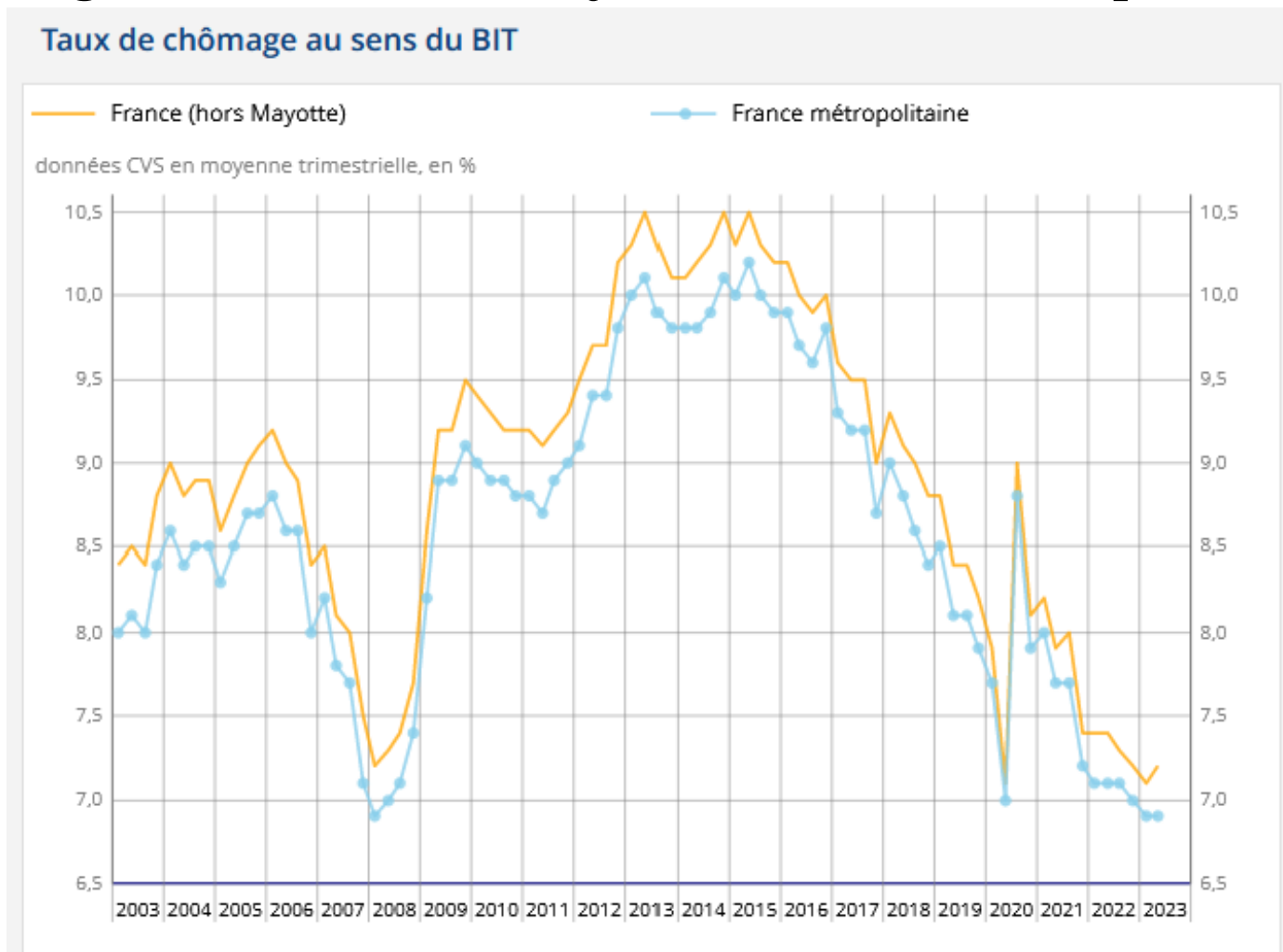
OFCE, *L'économie française 2023*, La Découverte, collection Repères, 2022.

De nombreuses définitions, sources statistiques et activités sur le site de l'INSEE¹ et sur le site « apprendre avec l'INSEE »² (¹<http://www.insee.fr/>
²<http://www.statapprendre.education.fr/insee/>).

Introduction

Que nous apprennent les chiffres du chômage de l'INSEE ?

- **Le chômage au sens du BIT n'a jamais été aussi bas depuis 20 ans**



Définitions

Chômeur au sens du BIT : « Un chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir et a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois. »

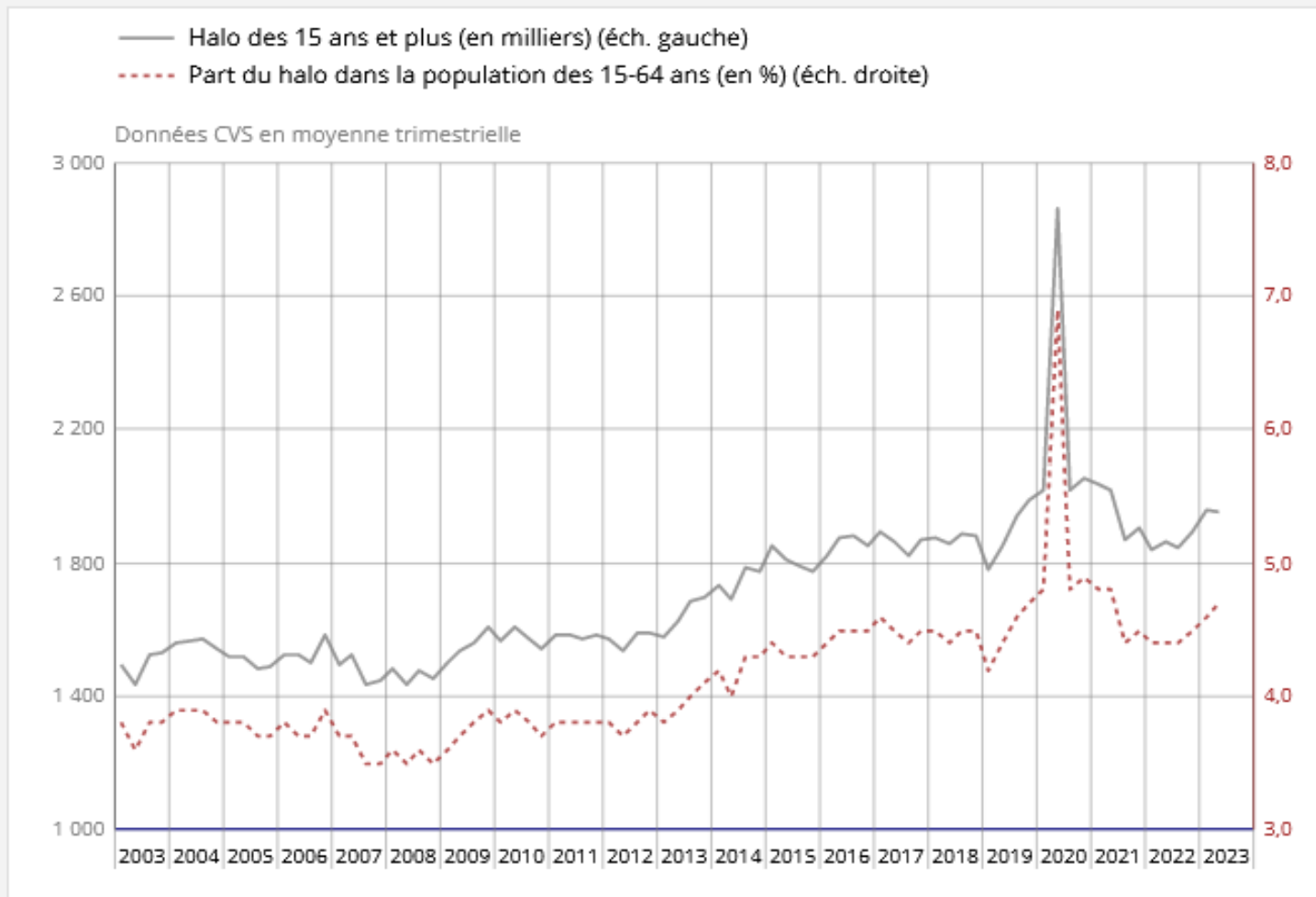
Taux de chômage : Part de la population au chômage dans la population active.

« La population active au sens du Bureau International du Travail (BIT) comprend les personnes en emploi au sens du BIT et les chômeurs au sens du BIT. »

« Une personne en emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT) est une personne de 15 ans ou plus ayant effectué au moins une heure de travail rémunéré au cours d'une semaine donnée ou absente de son emploi sous certaines conditions de motif (congrés annuels, maladie, maternité,etc.) et de durée.

- **Mais la part du halo autour du chômage n'a jamais été aussi élevée**

Personnes dans le halo autour du chômage



Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 ans ou plus vivant en logement ordinaire

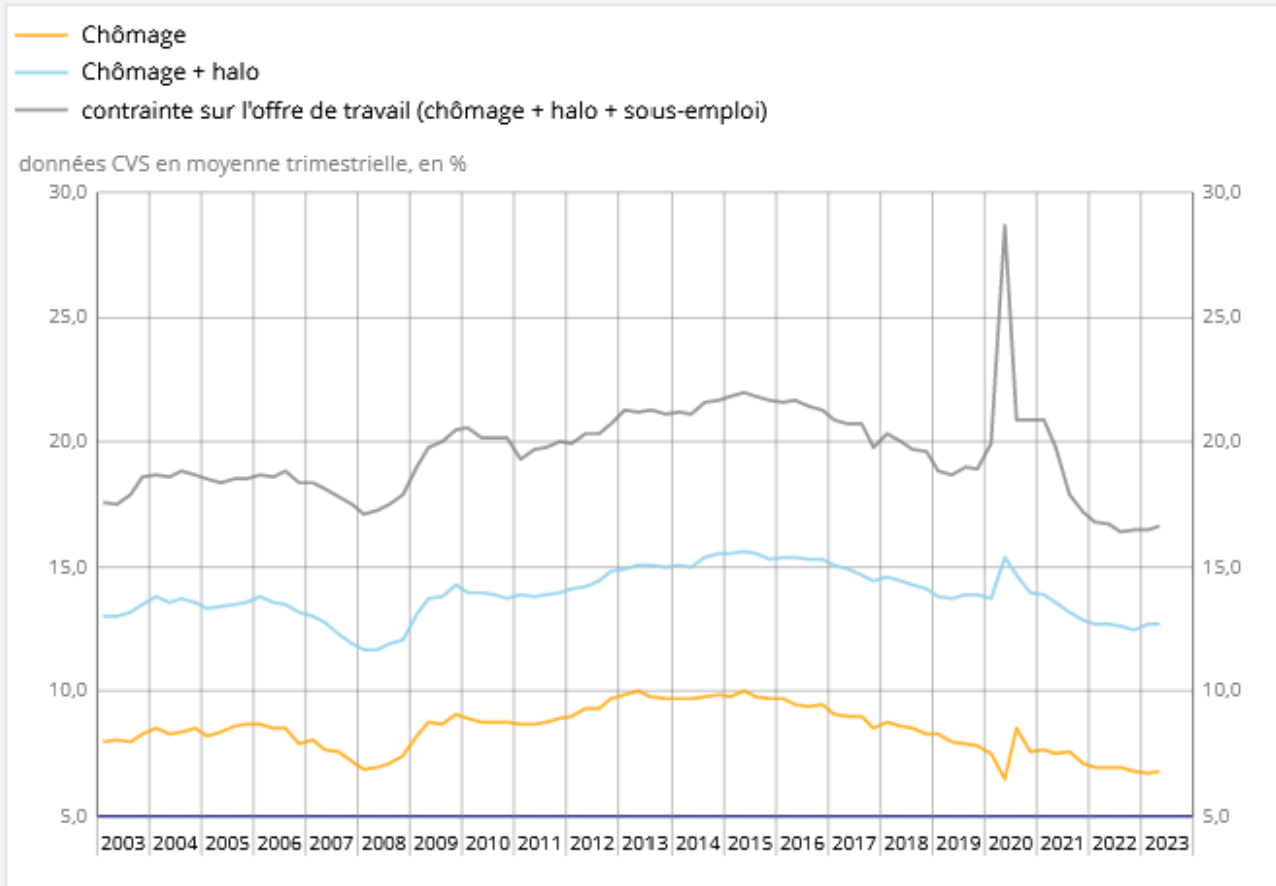
Source : Insee, enquête Emploi

Définition

Le halo autour du chômage est constitué de personnes inactives au sens du BIT qui souhaitent un emploi sans être considérées au chômage parce qu'elles ne recherchent pas d'emploi ou ne sont pas disponibles pour travailler dans les deux semaines à venir.

- **En revanche, si on tient compte aussi du sous-emploi , on peut dire que la situation du marché du travail est un peu meilleure qu'il y a 25 ans**

Du chômage à la contrainte sur l'offre de travail : parts parmi les participants (emploi, chômage, halo) au marché du travail



Champ : France hors Mayotte, personnes de 15 à 64 ans vivant en logement ordinaire

Source : Insee, enquête Emploi

Définition

« Le sous-emploi recouvre les personnes ayant un emploi à temps partiel qui souhaitent travailler plus d'heures et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent ou non un emploi. Sont aussi incluses les personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude, pour cause de chômage partiel par exemple, qu'elles travaillent à temps plein ou à temps partiel. »

- **Il y a d'autres indicateurs à prendre en compte pour produire une analyse significative sur l'état du marché du travail**

D'autres données établies par l'INSEE

Le **taux d'emploi des 15-64 ans*** est à son plus haut niveau depuis que l'INSEE le mesure (1975) : 68,6 % des 15-64 ans avaient un emploi au 2^{ème} trimestre 2023.

*il s'agit de la part de la population en emploi dans la population totale des personnes en âge de travailler.

Le **taux d'emploi à temps complet** s'établit à 57,2 % au deuxième trimestre 2023, au plus haut depuis 2003 date à partir de laquelle l'INSEE le mesure chaque trimestre.

Le **taux d'activité** est également à son plus haut depuis que que l'INSEE le mesure (1975) : 73,9 % des 15-64 ans sont actifs (c'est-à-dire soit en emploi soit chômeur au sens du BIT).

Mais aussi les données de Pôle Emploi

Il y avait environ 3,5 millions de demandeurs d'emplois inscrits à Pôle Emploi en 2003, il y en a un peu plus de 5 millions en 2023

On le voit avec l'exemple du chômage, les informations économiques sont nombreuses et doivent être analysées avec rigueur.

Comment appréhender l'abondance d'informations économiques ?

Première étape : cerner et définir les termes en jeu \Leftrightarrow initiation à la comptabilité nationale. La comptabilité nationale est destinée à « tous ceux qui estiment que l'information économique fait désormais partie de la culture de l'honnête homme » (E. Archambault, *Comptabilité nationale*)

La comptabilité nationale constitue aussi une approche descriptive de l'économie : la macroéconomie

Plan de l'introduction

1. Définition, objectifs et évolutions de la comptabilité nationale
2. Méthodes et cadre d'analyse de la comptabilité nationale

1. Définition, objectifs et évolutions de la comptabilité nationale

1.1. Définition

La comptabilité nationale est une maquette intelligible de l'économie nationale

Ne pas confondre l'information statistique nationale et la comptabilité nationale :

- L'INSEE, différents ministères, la Banque de France, les entreprises privées, les collectivités locales, ... produisent des statistiques nationales
- La comptabilité nationale utilise ensuite ces statistiques pour construire une vue globale et organisée de l'économie nationale

La comptabilité nationale crée une représentation schématique de l'économie

=> elle est nécessairement fondée sur des choix théoriques, qui peuvent être débattus et modifiés

=> cela passe par l'élaboration des « comptes nationaux »

La loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 a créé l'Autorité de la Statistique publique, dont la mission est « de veiller au respect du principe d'indépendance professionnelle dans la conception, la production et la diffusion des statistiques publiques » (INSEE)

1.2. Les fonctions de la comptabilité nationale

Quatre fonctions

1. L'organisation et la collecte d'informations statistiques qui émanent des agents « individuels »
2. La production de statistiques agrégées (au niveau national) \Leftrightarrow construction d'agrégats (le PIB, le taux d'inflation, le taux de chômage, ..)
3. La représentation du « circuit économique » pour décrire les relations causales entre les différents agrégats macroéconomiques
4. La production de prévisions

1.3. Les origines de la comptabilité nationale

À lire : article de Jean-Marc Vittori sur cahierdeprepa

Synthèse de ce que nous apprend cet article quant aux origines de la Comptabilité nationale

- Le besoin de comptabiliser la richesse produite vient de préoccupations politiques

Au 17^{ème} l'enjeu est ...

À partir du début du 20^{ème} siècle ce 1er enjeu est complété par ...

- Évaluer la richesse qui circule sur le territoire national repose sur des approches différentes

Celle de William Petty

Celle de François Quesnay

Celle d'Adam Smith

Celle de Simon Kuznets

Celle de John-Maynard Keynes

- **Les précurseurs de la comptabilité nationale**

Le recensement de la population depuis la Haute Antiquité

Les estimations du revenu national depuis le milieu du 17ème siècle

Des organismes dédiés aux statistiques depuis 1800

- **La véritable naissance de la comptabilité nationale**

Une révolution idéologique et théorique : une nouvelle conception du rôle de l'État

John Maynard Keynes, *Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*, 1936

Une révolution technique

Travaux de Colin Clark et de Simon Kuznets

Wassily Leontief à l'origine des Tableaux Entrées-Sorties (1936)

Le système articulé de comptes de Richard Stone et John Meade (1941)

1.4. L'harmonisation des cadres comptable nationaux

Partie sur documents => sur cahierdeprepa

1.5. L'adaptation constante des cadres comptables nationaux

- **Les évolutions de la mesure de la richesse créée**

Le SCN de 1993 permet une meilleure prise en compte de la richesse produite par les services financiers

Le SEC 95 intègre certains investissements immatériels à la mesure de l'investissement (FBCF)

Le SEC 2010 poursuit l'élargissement de la mesure de l'investissement

Le passage d'une base à une autre correspond à des changements apportés soit dans la définition des concepts économiques soit dans la manière de les enregistrer. Illustrations : le passage à la base 2010 et le passage à la base 2014

Questions à traiter à partir du document INSEE « Le niveau du PIB est révisé de + 3,2 % en base 2010 », 2014

1. Pour quelles raisons la comptabilité nationale effectue-t-elle régulièrement des changements de base ?
2. Quelles modifications la comptabilisation de la FBCF a-t-elle connues avec le passage au SEC 2010 ? Quel impact cela a-t-il eu sur le PIB ?
3. Quelle modification la comptabilisation des échanges avec l'extérieur a-t-elle connue avec le passage au SEC 2010 ? Quelles estimations de données ont été impactées par cette modification ? Y a-t-il eu un impact sur l'estimation du PIB ?
4. Comment le nouveau traitement des régimes de retraite par répartition a-t-il affecté le compte des administrations publiques ?

Les enjeux du passage à la base 2014 (en 2018)

1. **Améliorer la qualité de l'estimation par les revenus du PIB** grâce à la mobilisation de nouvelles sources de données (exemple les données fiscales des ménages et des entreprises)

2. **Améliorer la fiabilité des agrégats mesurant les échanges avec l'extérieur** car il y avait de très gros écarts entre l'estimation de la balance des paiements faite par l'INSEE et celle réalisée par la Banque de France

3. **Intégrer au PIB la richesse créée par les activités liées au trafic de stupéfiants**

Pour être enregistrée dans le PIB, une activité doit :

- Laisser une trace monétaire
- Être librement consentie par les personnes qui échangent

=> des activités illégales peuvent donc être enregistrées dans le PIB

C'est le résultat d'une réévaluation du critère de « libre consentement » quant à l'usage des stupéfiants qui a conduit l'INSEE à changer sa manière de comptabiliser la richesse

- **Une réflexion plus profonde sur les fondements de la comptabilité nationale**

Des débats sur la définition et la mesure de la richesse ...

... mais aussi sur l'utilité même du PIB

2. Méthodes et cadre d'analyse de la comptabilité nationale

2.1. Le cadre d'étude de la comptabilité nationale

- Le cadre temporel (quand?)**

Les comptes nationaux sont publiés pour chaque année civile

La publication des comptes d'une année t se fait en juin de l'année $t+1$: ce sont les comptes provisoires

En juin $t+2$ sont publiés les comptes semi-définitifs de l'année t

En $t+3$ sont publiés les comptes définitifs de l'année t

- **Le cadre spatial (où ?)**

Économie nationale au sens de la comptabilité nationale

=

Territoire géographique de la métropole

+ DOM

+ Enclaves territoriales françaises à l'étranger

– Enclaves extraterritoriales (ambassades et consulats étrangers en France)

+ Espace aérien

+ Eaux territoriales

+ Gisements situés dans les eaux internationales exploités par des unités résidentes

- **Le critère d'appartenance à l'économie nationale (qui ?)**

Unité institutionnelle

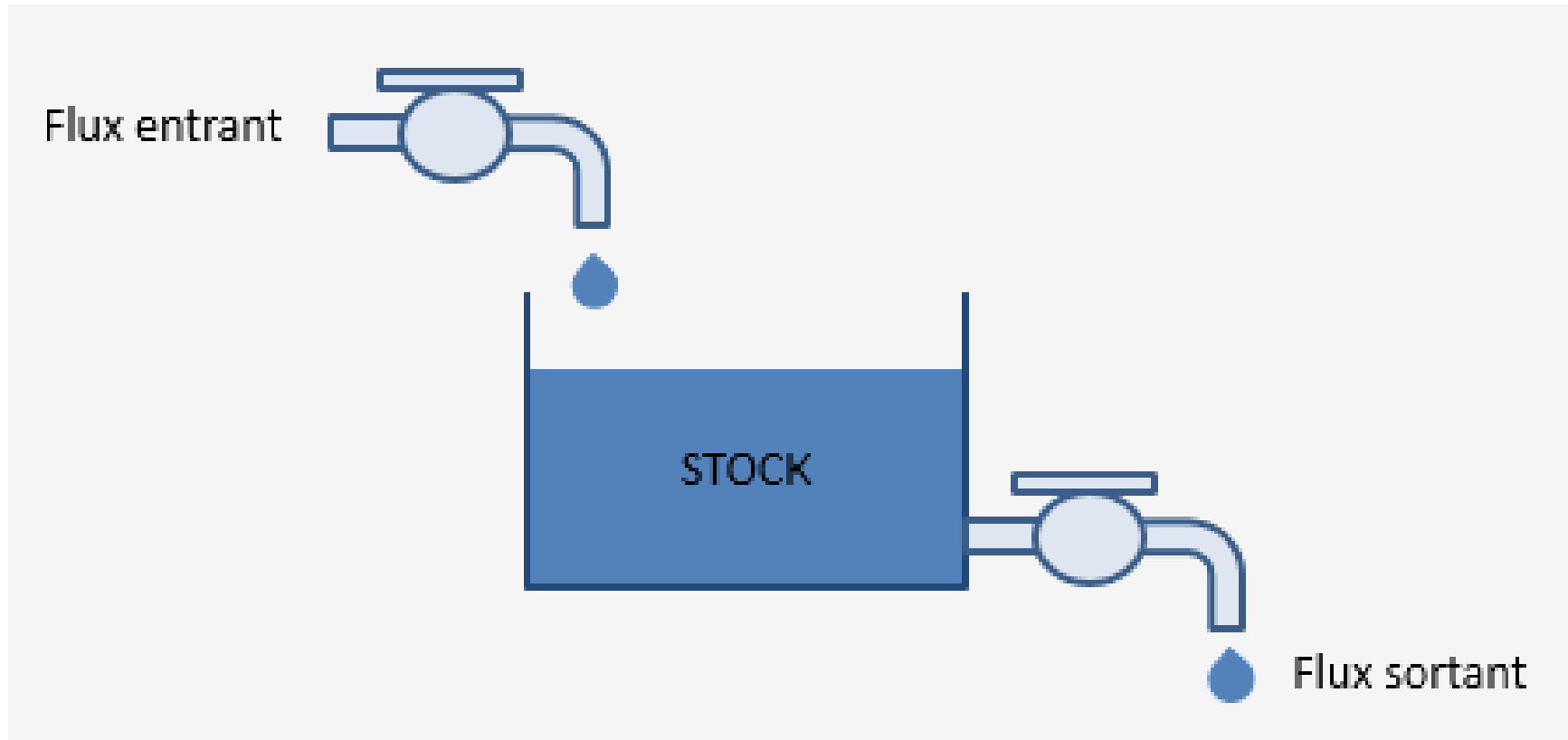
« Centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle dispose d'une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et qu'elle dispose d'une comptabilité complète, ou au moins qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente du point de vue économique ou juridique. Les unités institutionnelles sont regroupées en secteurs institutionnels. » INSEE

Unité institutionnelle résidente

Tout agent économique qui exerce des opérations économiques pendant un an au moins sur le territoire national

=> Le critère de résidence n'est pas basé sur la nationalité

- **Une comptabilité de flux**



<http://jackadit.com>

- **Le type de flux comptabilisés**

Principalement des flux donnant lieu à de la circulation monétaire

Trois types de flux

- Des flux réels

- Des flux monétaires

- Des flux financiers

• L'unité de mesure

Une augmentation de la valeur de la production ne vient pas nécessairement d'une augmentation de son volume

Économie 1							
Année N	Quantité	Prix unitaire	Valeur	Année N+1	Quantité	Prix unitaire	Valeur
Abonnement internet	6	30	180	Abonnement internet	12	30	360
1kg pommes de terre	10	1	10	1kg pommes de terre	20	1	20
Production nominale			190	Production nominale			380
Production réelle			190	Abonnement internet au prix de l'année N	12	30	360
				1kg pommes de terre	20	1	20
				Production réelle (aux prix de l'année N)			380

Économie 2							
Année N	Quantité	Prix unitaire	Valeur	Année N+1	Quantité	Prix unitaire	Valeur
Abonnement internet	6	30	180	Abonnement internet	3	120	360
1kg pommes de terre	10	1	10	1kg pommes de terre	5	4	20
Production nominale			190	Production nominale			380
Production réelle			190	Abonnement internet au prix de l'année N	3	30	90
				1kg pommes de terre	5	1	5
				Production réelle (aux prix de l'année N)			95

2.2. L'analyse de l'économie nationale sous forme d'un circuit

L'INSEE utilise deux modes de regroupement qui reposent sur deux nomenclatures

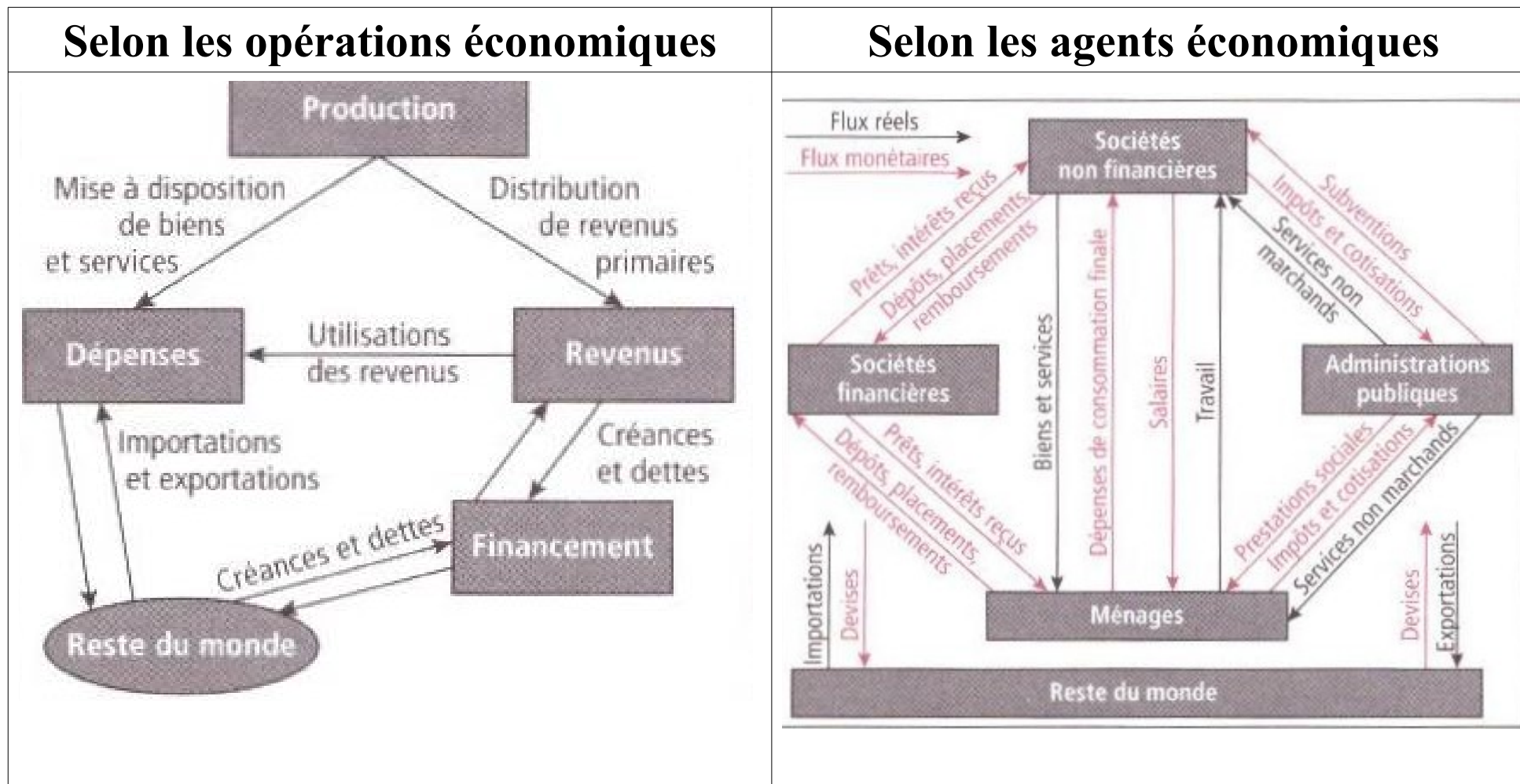
- Une nomenclature par fonction des unités résidentes pour l'analyse des opérations sur les produits

=> Approche par la production et approche par la demande de l'économie nationale

- Une nomenclature institutionnelle des unités résidentes pour l'analyse de la répartition des revenus dans l'économie nationale

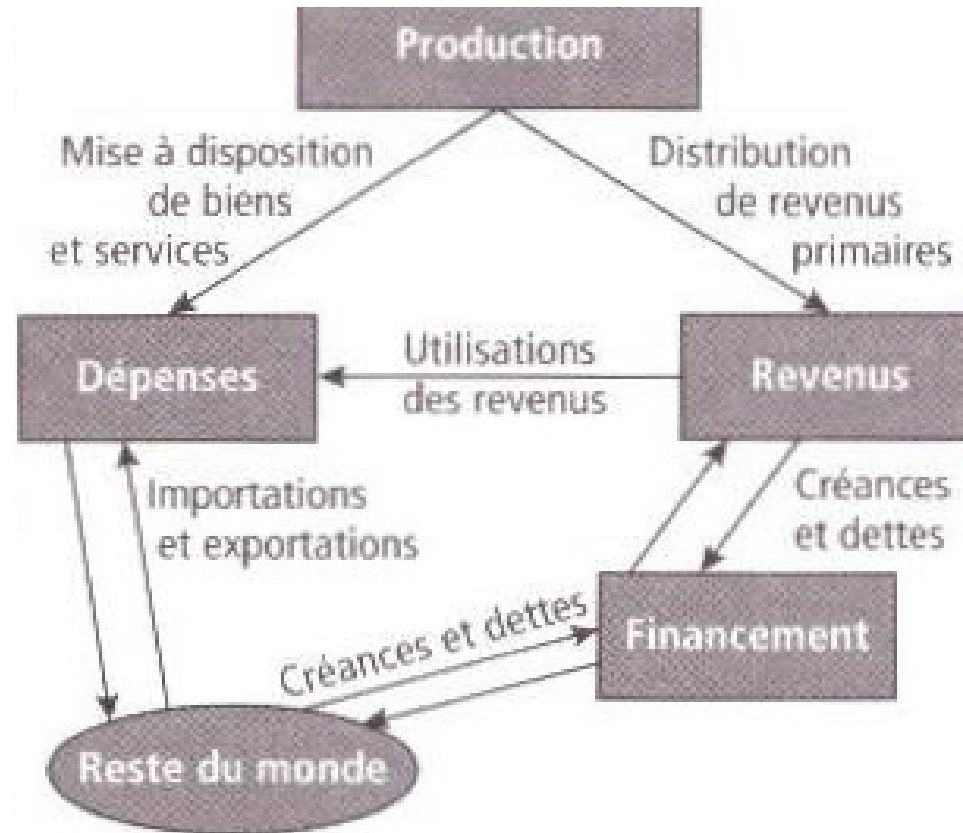
=> Approche par les revenus de l'économie nationale

Deux représentations du circuit économique



Michel Bernard (Dir.), *Économie aux concours des grandes écoles ESH*, Nathan, 2021.

- **Le circuit économique selon les opérations économiques**



Dans cette représentation la comptabilité nationale a défini **quatre grands types d'opérations économiques** : produire, distribuer des revenus, dépenser et se financer auprès du reste du monde quand les revenus distribués sur le territoire ne couvrent pas les dépenses de l'économie nationale

Cette approche par les fonctions économiques permet de distinguer trois types d'opération économique

1. Des **opérations sur les produits**

=> Tableau des entrées et sorties (TES)

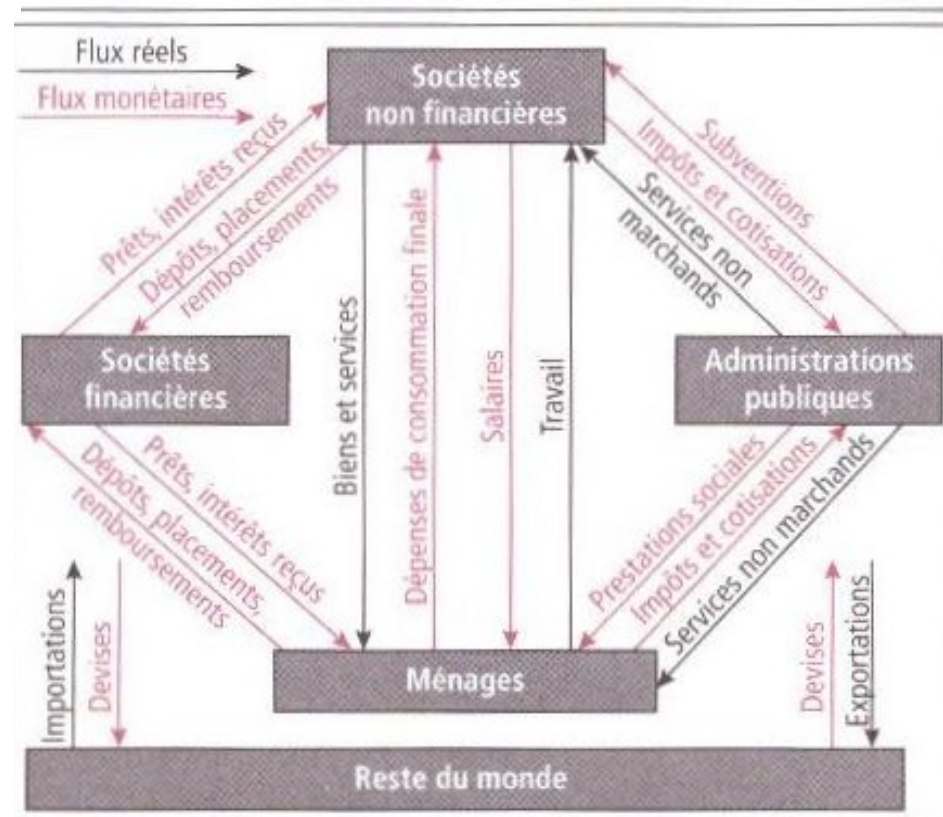
2. Des **opérations de répartition**

=> Tableau économique d'ensemble (TEE)

3. Des **opérations financières**

=> Tableau des opérations financières (TOF) qui ne fait pas partie de votre programme

- **Le circuit économique selon les agents économiques**



Les unités institutionnelles, sont regroupés en 6 secteurs institutionnels (attention, il n’y en a que 5 sur le document), en fonction de l’origine de leurs revenus et de leur activité économique principale

Exemple le SI des ménages regroupe les unités institutionnelles dont :

- La fonction principale est la consommation et la production marchande dans le cadre d'entreprises individuelles

- Les revenus sont composées des revenus du travail (exemple : salaires) et du capital (exemple : intérêts d'un livret d'épargne) et des transferts en provenance des autres secteurs institutionnels (exemple : allocations familiales), ainsi que par les produits de la vente pour les entreprises individuelles

5 secteurs institutionnels sont composés d'unités institutionnelles résidentes :

- Les **sociétés non financières** (SNF) : S.11
- Les **sociétés financières** (SF) : S.12
- Les **administrations publiques** (APU) : S.13
- Les **ménages** : S.14
- Les **institutions sans but lucratif au service des ménages** (ISBL) : S.15

$S.11+S.12+S.13+S.14+S.15 = S.1$, l'économie nationale

Le 6^{ème} SI, nommé S.2 est le **reste du monde**

L'approche de l'économie comme un circuit manifeste l'influence keynésienne sur la comptabilité nationale (approche macroéconomique) car elle permet de saisir l'interdépendance des agents économiques (regroupés en SI)

Cette approche macroéconomique repose sur trois hypothèses

1. Les agents économiques n'existent pas de manière autonome, ils dépendent les uns des autres par leurs échanges
2. Ces échanges peuvent être formalisés, schématisés : on peut donner une vision d'ensemble de l'économie nationale
3. Ce qui est dépensé par l'un est gagné par l'autre, rien ne se perd, tout se retrouve

Cette représentation s'oppose à la démarche microéconomique qui conduit à représenter l'économie nationale sous la forme de marchés interdépendants, une représentation proposée notamment dans le cadre de la « théorie de l'équilibre général » de Léon Walras

Définition

La comptabilité nationale est « une représentation globale, détaillée et chiffrée de l'économie nationale dans un cadre comptable »

P. Piriou, J. Bournay et V. Biauxque, *La comptabilité nationale*, 2019

Présentation du plan du chapitre

I. La production ou l'approche par les produits de l'économie nationale

II. La dépense ou l'approche par la demande de l'économie nationale

III. La répartition ou l'approche par les revenus de l'économie nationale

IV. Les limites du PIB et les autres indicateurs de richesse et de bien-être

I. La production ou l'approche par les produits de l'économie nationale

1. Les conventions de l'approche par les produits polycopié 1

1.1. Le concept de produit en comptabilité nationale

À retenir

La nomenclature des produits permet de construire une représentation synthétique des biens et services nouveaux sur le territoire et de la manière dont ils ont été utilisés

C'est à partir de ces produits que sont construites les branches :

- Dans le TES de l'économie fictive donnée en exemple il y a 2 produits donc 2 branches en plus de la branche des transports et du commerce qui sont les seules branches à ne pas produire de produit

- Dans la version simplifiée du TES de 2017 il y a 5 produits et 7 branches

- Le TES tel qu'il est établi par l'INSEE contient :

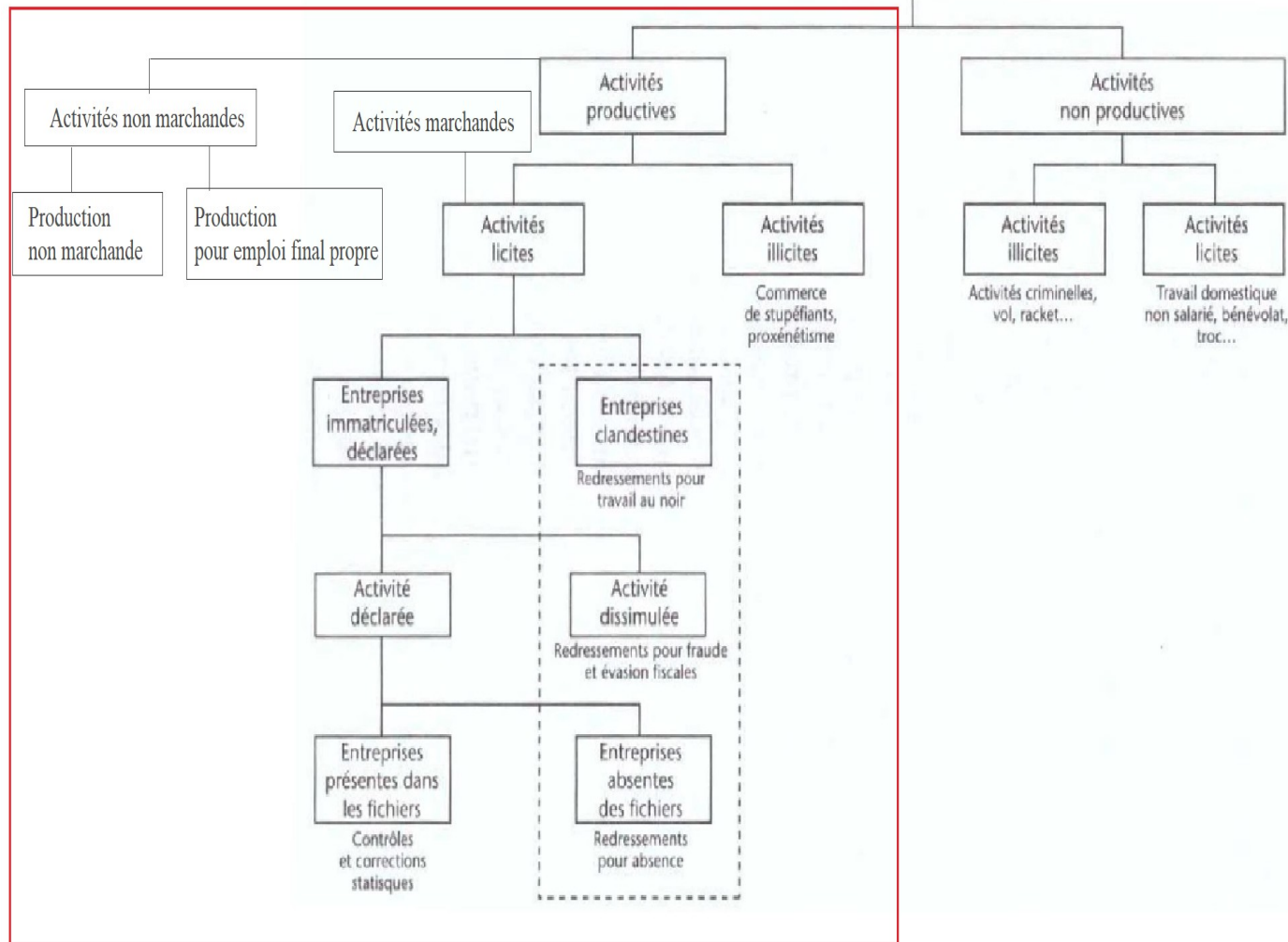
 - Dans sa version la plus synthétique : 17 produits et 19 branches

 - Dans une version plus détaillée : 38 produits et 40 branches

1.2. La mesure de la production de produits

À retenir

L'INSEE essaie d'avoir la mesure la plus complète de l'activité productive



Que représente le rectangle rouge ?

Quels sont les points communs de toutes ces activités productives ?

2. Les principes de construction du tableau des entrées-sorties **polycopié 1**

2.1. L'équilibre ressources-emplois en produits

À retenir

Pour chaque produit une équation comptable est vérifiée :

$$\begin{aligned} & \textit{Production} + \textit{Importations} \\ & + \textit{Marge commerciale} + \textit{Marge de transport} + \textit{Impôts sur produit} - \textit{subventions sur produit} \\ & = \\ & \textit{CI} + \textit{CF} + \textit{FBCF} \\ & + \textit{Variation de stocks} + \textit{Aquisitions nettes de cessions (si OV)} + \textit{Exportations} \end{aligned}$$

Cette équation pourrait aussi s'écrire :

Ressources en produit aux prix ...

= (Emplois intermédiaires + Emplois finals du produit) aux prix ...

Cet équilibre comptable est assuré par ...

L'équilibre ressources-emplois de l'ensemble des produits qui ont circulé sur le territoire est donné par le TES

2.2. Deux exemples simplifié de TES

Des questions sur l'exemple simplifié de TES ?

Tableau des entrées-sorties (en milliards d'euros)													
Ressources						Emplois intermédiaires				Emplois finals			
P°	M T	MC	IP-SP	M°	Total		B1	B2	Total CIP	CF	FBCF	X°	Total
200	25	25	0	50	300	1	40	60	100	100	80	20	200
190	10	50	150	200	600	2	150	50	200	50	200	150	400
390	35	75	150	250	900	Total CIB	190	110	300	150	280	170	600

Des questions sur la présentation simplifié du TES de la France en 2017 ?

Tableau ressources en produits							Tableau entrées intermédiaires							Tableau emplois finals						
PP*	IM*	MT	MC	IP	SP	Total Ressources	Branches	1	2	3	4	5	Total CIP*	DC MEN	DC ind. APU	DC coll. APU	DC ind. ISBL	FBC TOT	EXP	Total emp. fin.
75,9	14,7	1,8	22,4	2,2	- 1,3	115,7	1. Agriculture	17,0	39,5	0,3	2,5	0,2	59,5	36,1				5,7	14,4	56,2
947,5	538,5	29,2	349,3	149,3	- 9,2	2 004,7	2. Industrie	28,2	467,6	82,8	192,2	55,6	826,4	536,0	31,4			131,0	180,0	1 178,3
288,1				25,5		313,6	3. Construction	0,4	4,1	49,4	13,2	7,4	74,6	19,1				219,9		239,0
2 143,7	142,4	- 31,0	- 371,7	92,0	- 10,9	1 964,5	4. Services pm	5,4	121,5	41,9	756,3	70,6	995,6	553,4	43,8	12,4	19,5	181,4	158,4	968,9
573,3	0,7			2,0		576,0	5. Services pnm	0,1	5,3	1,0	13,7	10,2	30,4	64,3	278,0	173,8	28,6		0,8	545,6
	36,7					36,7	Correction territoriale							- 17,7					54,4	36,7
4 028,5	733,0			271,0	- 21,4	5 011,1	Total CIB*	51,0	638,0	175,4	978,0	144,0	1 986,4	1 191,3	353,2	186,3	48,1	537,9	708,0	3 024,7
							VAB	34,6	285,8	112,1	1 150,0	459,6	2 042,1							
							Rémunération des salariés	10,7	159,8	72,3	605,9	347,4	1 196,0							
							EBE et revenu mixte brut	31,0	115,8	38,1	495,8	105,9	786,5							
							Autres impôts nets sur la production	- 7,1	10,3	1,7	48,3	6,4	59,6							
							PB*	85,6	923,8	287,5	2 127,9	603,7	4 028,5							
							Total des transferts	- 9,7	23,6	0,6	15,8	- 30,3								
							PP*	75,9	947,5	288,1	2 143,7	573,3	4 028,5							

* IM : importations corrigées CAF/FAB.
 * PP : production des produits.
 * PB : production des branches.
 * CIP : consommation intermédiaire des produits.
 * CIB : consommation intermédiaire des branches.

Entraînement à la lecture et à l'utilisation du TES

PP*	IM*	MT	MC	IP	SP	Total Ressources	Branches	1	2	3	4	5	Total CIP*	DC MEN	DC ind. APU	DC coll. APU	DC ind. ISBL	FBC TOT	EXP	Total emp. fin.
75,9	14,7	1,8	22,4	2,2	-1,3	115,7	1. Agriculture	17,0	39,5	0,3	2,5	0,2	59,5	36,1				5,7	14,4	56,2
947,5	538,5	29,2	349,3	149,3	-9,2	2 004,7	2. Industrie	28,2	467,6	82,8	192,2	55,6	826,4	536,0	31,4			131,0	180,0	1 178,3
288,1				25,5		313,6	3. Construction	0,4	4,1	49,4	13,2	7,4	74,6	19,1				219,9		239,0
2 143,7	142,4	-31,0	-371,7	92,0	-10,9	1 964,5	4. Services pm	5,4	121,5	41,9	756,3	70,6	995,6	553,4	43,8	12,4	19,5	181,4	158,4	968,9
573,3	0,7			2,0		576,0	5. Services pnm	0,1	5,3	1,0	13,7	10,2	30,4	64,3	278,0	173,8	28,6		0,8	545,6
36,7						36,7	Correction territoriale							-17,7					54,4	36,7
4 028,5	733,0			271,0	-21,4	5 011,1	Total CIB*	51,0	638,0	175,4	978,0	144,0	1 986,4	1 191,3	353,2	186,3	48,1	537,9	708,0	3 024,7
							VAB	34,6	285,8	112,1	1 150,0	459,6	2 042,1							
							Rémunération des salariés	10,7	159,8	72,3	605,9	347,4	1 196,0							
							EBE et revenu mixte brut	31,0	115,8	38,1	495,8	105,9	786,5							
							Autres impôts nets sur la production	-7,1	10,3	1,7	48,3	6,4	59,6							
							PB*	85,6	923,8	287,5	2 127,9	603,7	4 028,5							
							Total des transferts	-9,7	23,6	0,6	15,8	-30,3								
							PP*	75,9	947,5	288,1	2 143,7	573,3	4 028,5							

* IM : importations corrigées CAF/FAB.
 * PP : production des produits.
 * PB : production des branches.
 * CIP : consommation intermédiaire des produits.
 * CIB : consommation intermédiaire des branches.

1. Précisez la signification des données entourées dans le TES
2. Retrouver l'équilibre ressources-emplois des services principalement non marchands

3. Quel a été le montant de la consommation intermédiaire de l'agriculture en produits industriels ?
4. Quel a été le montant des consommations intermédiaires de la branche des services non marchands ?
5. Calculez le PIB de l'économie française en 2017 à partir de ce tableau

Remarque : pourquoi fait-on la somme des emplois finals et pas celle des emplois finals et des emplois intermédiaires pour calculer le PIB ?

Il faut pour le comprendre repartir de l'équilibre des ressources et des emplois

Σ productions de produits + Σ importations + Σ marges commerciales
+ Σ marges de transport + Σ impôts sur les produits – Σ subventions sur les produits
= Σ consommations intermédiaires des produits + Σ emplois finals de produits

Or on a

Σ marges commerciales = production de la branche commerce
et Σ marges de transport = production de la branche transport

donc

Σ productions de produits + Σ marges commerciales + Σ marges de transport
= Σ productions des branches.

Par ailleurs

Σ consommations intermédiaires des produits = Σ consommations intermédiaires des branches

On a donc

Σ productions des branches + Σ importations + Σ impôts sur les produits

– Σ subventions sur les produits

= Σ consommations intermédiaires des branches + Σ emplois finals de produits

En modifiant l'agencement de cette égalité on obtient

Σ productions des branches - Σ consommations intermédiaires des branches

+ Σ impôts sur les produits – Σ subventions sur les produits

= Σ emplois finals de produits - Σ importations

On reconnaît à gauche la valeur ajoutée brute (production des branches – consommations intermédiaires des branches). D'où

Σ VAB + Σ impôts sur les produits – Σ subventions sur les produits

= Σ emplois finals de produits - Σ importations.

Et on reconnaît à gauche le PIB (cf approche par la production). D'où

PIB = Σ emplois finals de produits - Σ importations

3. Les utilisations du tableau des entrées-sorties

3.1. Lecture et analyse du TES 2021 de la France

Traiter les questions suivantes à partir de l'analyse du TES de la France de 2021 :

1. Quel a été le PIB de la France en 2021 ?
2. Où apparaissent les 5 grandes branches de l'économie française dans le TES ?
3. Montrez à l'aide des données du TES que nous sommes dans une économie de services.
4. Quelle a été la contribution de la production non marchande à la production totale de richesses ?
5. Quelles données attestent de l'importance des pratiques d'externalisation de services de la branche de l'industrie ?
6. Précisez la signification des données de la ligne total du tableau des emplois finals qui vous paraissent intéressantes
7. Que nous apprennent les données de la colonne « FBCF totale » ?

3.2. La description de l'économie à partir de tableaux issus du TES : le TES symétrique et la matrice des coefficients techniques

- **Le TES symétrique**

L'INSEE calcule à partir des tableaux des emplois intermédiaires et des emplois finals un TES symétrique qui permet de mettre en évidence le contenu en importations des consommations intermédiaires des branches et des emplois finals

Le TES symétrique de la France en 2017

TES symétrique et contenus en importation en 2017
(en milliards d'euros)

	Ressources	Consommation intermédiaire						Emplois finals					
		1	2	3	4	5	Total CI	Ménages	APU	ISBL	Total FBC	EXP	Total EF
Production domestique													
1 Agriculture	77	13	30	0	2	0	46	8			8	15	32
2 Industrie	975	9	172	39	91	29	340	184	5		42	405	635
3 Construction	319	0	7	42	16	6	72	12			235		247
4 Services marchands	2 082	10	176	51	687	61	985	652	66	20	157	202	1 097
5 Services non marchands	576	0	5	1	14	10	30	62	455	29		1	546
Impôts nets sur les produits	250	1	16	4	33	6	60	154	2		34		189
Total	4 278	33	407	138	843	111	1 532	1 072	527	48	476	623	2 746
Importation													
1 Agriculture	15	2	6	0	0	0	8	7			- 1		7
2 Industrie	539	10	221	32	58	16	336	111	12		49	30	202
4 Services marchands	143	1	22	6	75	7	111	19	0		14		33
Total	696	12	249	38	133	23	454	137	12		62	30	242
Production + Importation													
1 Agriculture	92	15	36	0	2	0	53	16			7	15	39
2 Industrie	1 514	18	394	70	149	44	676	295	17		91	435	838
3 Construction	319	0	7	42	16	6	72	12			235		247
4 Services marchands	2 225	10	198	57	762	68	1 095	671	66	20	170	202	1 129
5 Services non marchands	576	0	5	1	14	10	30	62	455	29		1	546
Impôts nets sur les produits	250	1	16	4	33	6	60	154	2		34		189
Total	4 974	46	656	176	976	134	1 986	1 209	539	48	538	654	2 988

L'intérêt du TES symétrique est de rendre compte des contenus direct et indirect en importation des produits qui circulent sur le territoire

Les données de 2017 montrent par **exemple** l'importance de la **dépendance de la France aux produits industriels étrangers**

- Les produits industriels importés représentaient 38 %* de la consommation en produits industriels des ménages

*calcul : 111 (tableau emplois finals importation) / 295 (tableau emplois finals production + importation)

- Ils représentent la moitié* des consommations intermédiaires des entreprises en produits industriels

*calcul : 336 (tableau consommation intermédiaire importations) / 676 (tableau consommation intermédiaire production + importation)

- **La matrice des coefficient technique**

Le TES permet de décrire l'interdépendance entre les branches à l'aide de coefficients technico-économiques calculés à partir du tableau des entrées intermédiaires et du compte de production des branches

Tableau synthétique des entrées intermédiaires en 2021

(en milliards d'euros)

Branches Produits	Agriculture	Industrie	Construction	Services Pm	Services Pnm	TOTAL
Agriculture	18,9	45,3	0,3	2,2	0,3	67
Industrie	31	531,6	101,2	208,5	85,1	957,4
Construction	0,4	4	61,8	12,9	9,8	88,9
Services pm	5,8	121,4	48,3	823,1	101,4	1100
Services pnm	0,2	8,8	1,7	25,2	18,3	54,3
TOTAL	56,4	711,1	213,4	1071,8	214,9	2267,7

Tableau établi à partir des données du TES 2021 fournis par l'INSEE

Compte de production synthétique des branches en 2021

(en milliards d'euros)

Branches	Agriculture	Industrie	Construction	Services Pm	Services Pnm	TOTAL
PRODUCTION DES BRANCHES	96,9	997,5	337,3	2272,8	781,1	4485,5
Transferts agricoles	-10,2	10,2				
Transf. ventes résiduelles	0,3	14,1	0,6	20,4	-35,4	
Total des transferts	-9,9	24,3	0,6	20,4	-35,4	
PRODUCTION DES PRODUITS	87	1021,8	337,9	2293,2	745,6	4485,5

Tableau établi à partir des données du TES 2021 fournis par l'INSEE

L'agriculture a consommé en moyenne 32 centimes de produits industriels pour produire 1 euro de produits agricoles

Matrice des coefficients techniques en 2021

Branches Produits	Agriculture	Industrie	Construction	Services Pm	Services Pnm
Agriculture	0,2	0,05	0,00	0,00	0,00
Industrie	0,32	0,53	0,3	0,09	0,11
Construction	0,00	0,00	0,18	0,01	0,01
Services pm	0,06	0,12	0,14	0,36	0,13
Services pnm	0,00	0,01	0,01	0,01	0,02

L'évolution d'un coefficient technique dépend de différents paramètres

- L'évolution des techniques utilisées par la branche pour produire
- La déformation des prix relatifs des branches au cours du temps
- Les rendements d'échelle
- Les changements dans la structure de la branche car le coefficient d'une branche est la moyenne des coefficients des sous-branches qui la composent, pondérée par leur importance respective

La matrice des coefficients techniques est également appelée la **matrice structurelle de l'économie**

Cette approche remonte à l'économiste Vasili Leontief (1941)

V. Leontief démontra à l'aide d'un TES à 42 branches **que l'industrie américaine d'acier ne serait pas en situation de surproduction après la Deuxième guerre mondiale** (alors qu'elle produisait essentiellement pour l'industrie militaire)

En effet, elle aurait au contraire des difficultés à répondre aux besoins de l'économie américaine d'après guerre, en raison des demandes qui allaient lui être adressées suite à la reprise de la construction de logements

3.3. La prévision à partir de la matrice des coefficients techniques

Si on considère que les coefficients techniques sont rigides à court terme, c'est-à-dire que l'interdépendance entre les branches ne se modifie pas, il est possible de faire des prévisions.

Question

Faire l'hypothèse que les coefficients techniques ne sont pas modifiés à court terme c'est supposer quatre éléments. Lesquels ?

1. ...
2. ...
3. ...
4. ...

Exercice

Le gouvernement souhaite augmenter de 10 milliards d'euros la construction de logements sur le territoire, quelles autres branches de l'économie va-t-il devoir soutenir pour y parvenir ? Qu'implique le développement de ces branches ?

Conclusion

Augmenter de manière conséquente la production d'une branche nécessite de s'assurer que les autres branches de l'économie pourront répondre aux besoins en termes de consommations intermédiaires de cette branche

La production de ces consommations intermédiaires nécessitera à son tour d'augmenter la production de branches qui auront elles aussi besoin de davantage de consommations intermédiaires et donc d'une augmentation de la production de l'ensemble des branches

II. La dépense ou l'approche par la demande de l'économie nationale

L'approche par la demande consiste à se demander pourquoi on a produit des richesses.

Réponse : parce que les biens et services produits ont répondu aux besoins des agents économiques en termes de consommation et d'investissement

1. L'approche par la demande mobilise les données du TES

Le tableau des emplois finals du TES permet de calculer le poids de chacune des composantes de la demande globale dans le PIB

$$\text{Demande} = \text{Consommation} + \text{Investissement} + \text{variation des stocks} + \text{Exportations} - \text{Importations}$$

Ce qui se mesure ainsi à partir des agrégats de l'INSEE présents dans le TES

$$\text{PIB} = \text{CE des ménages} + \text{C collectives des APU} + \text{FBCF} + \text{variation des stocks} + \text{solde du commerce extérieur}$$

2. Le calcul des contributions à la croissance du PIB **polycopié 3**

À retenir

La contribution à la croissance du PIB d'une des composantes de la demande globale c'est le taux de variation de cette composante multipliée par son poids dans le PIB en début de période.

Ce qui permet d'écrire :

$$\begin{aligned} \text{Taux } \Delta^\circ \text{ PIB}_{2021-2022} &= \text{Taux } \Delta^\circ C_{2021-2022} \cdot \frac{C_{2021}}{\text{PIB}_{2021}} + \text{Taux } \Delta^\circ \text{FBCF}_{2021-2022} \cdot \frac{\text{FBCF}_{2021}}{\text{PIB}_{2021}} \\ &+ \text{Taux } \Delta^\circ \Delta \text{stocks}_{2021-2022} \cdot \frac{\Delta \text{stocks}_{2021}}{\text{PIB}_{2021}} + \text{Taux } \Delta^\circ (X - M)_{2021-2022} \cdot \frac{(X - M)_{2021}}{\text{PIB}_{2021}} \end{aligned}$$

3. L'analyse des contributions à la croissance du PIB

L'équation précédente se vérifie, à l'arrondi près, avec les données ci-dessous (tiré des *Comptes de la Nation en 2022* de l'INSEE)

► 1. Le PIB et les opérations sur les biens et les services

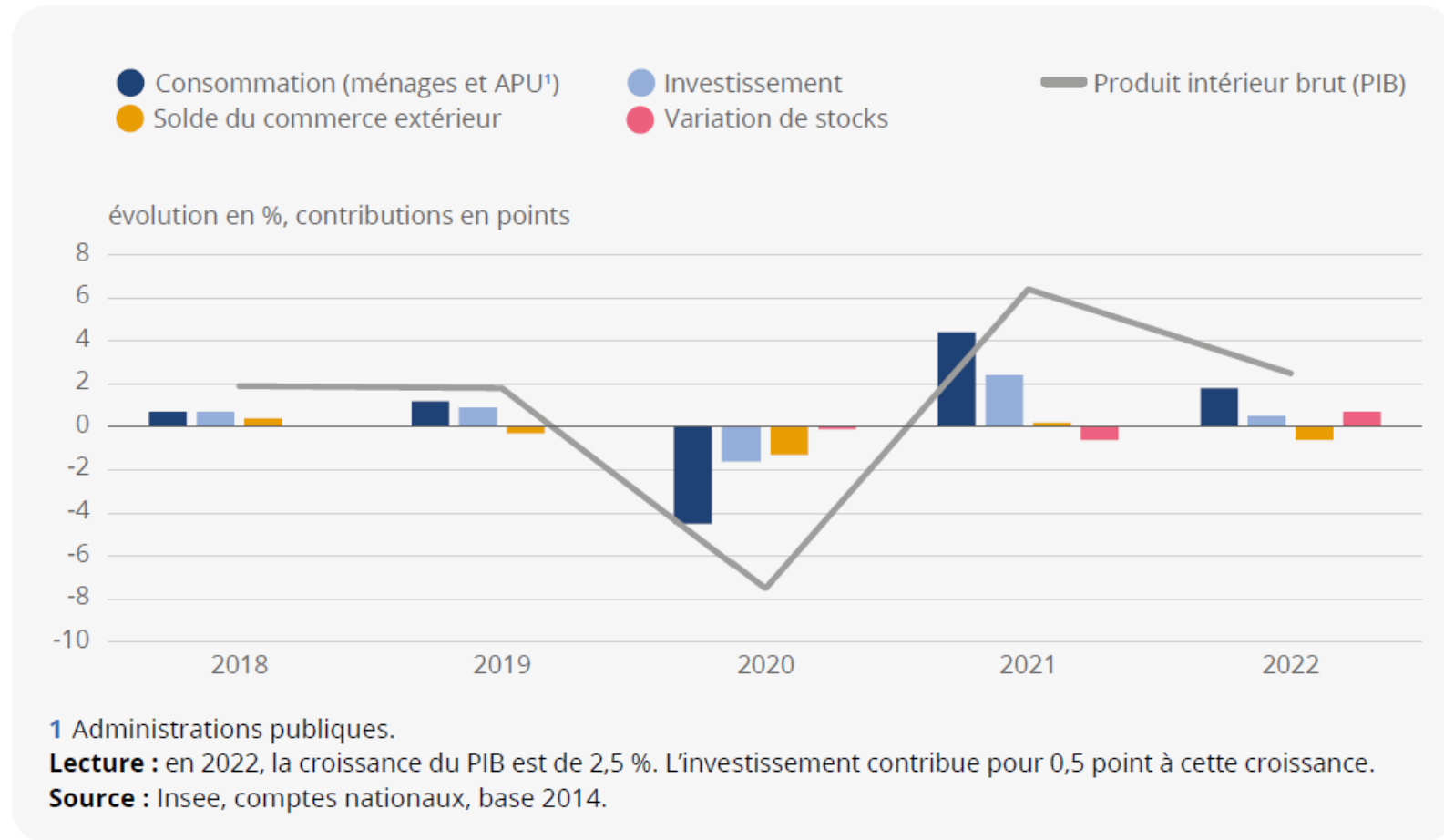
	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2022			Contribution à la croissance du PIB en volume	
	2020	2021	2022	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)		
Produit intérieur brut (PIB)	-7,5	6,4	2,5	2 639,1	2,9	5,5	2,5	Variation du PIB en volume qui est la variation à expliquer
Importations	-12,3	9,4	8,6	1 017,7	17,4	27,4	2,7	Variable dont l'augmentation fait baisser le PIB
Total des emplois finals	-8,7	7,1	3,9	3 656,8	6,6	10,8	5,2	
Consommation effective des ménages, dont :	-6,5	5,9	2,4	1 825,1	3,5	6,0	1,7	Variables dont l'augmentation fait augmenter le PIB
<i>dépense de consommation des ménages</i>	-6,6	5,1	2,1	1 352,4	4,8	7,1	1,1	
<i>individualisable des administrations</i>	-5,9	8,5	2,9	416,0	-0,3	2,6	0,5	
Consommation collective des administrations publiques	-0,7	3,0	1,8	217,6	4,2	6,0	0,1	
Formation brute de capital fixe, dont :	-6,8	10,3	2,2	665,0	6,3	8,6	0,5	
<i>entreprises non financières</i>	-5,4	9,9	3,6	371,9	5,3	9,1	0,5	
<i>ménages</i>	-8,6	15,4	-1,4	158,9	8,4	6,9	-0,1	
<i>administrations publiques</i>	-5,2	2,4	1,5	98,4	7,7	9,2	0,1	
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,2	-0,6	0,7	33,7			0,7	
Exportations	-16,9	11,0	7,1	915,4	13,7	21,8	2,1	

Lecture : le PIB augmente de 2,5 % en 2022 en volume et atteint 2 639,1 milliards d'euros.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

$$2,5 = (1,7 + 0,1) + 0,5 + 0,7 + (2,1 - 2,7)$$

Que signifient ces données ? (à compléter sur le poly 3)

► 2. Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



Précisez la signification des données de 2021

Que pouvez-vous dire du rôle des échanges avec l'extérieur en 2018 et 2020 ?
(à compléter sur le poly 3)

Pour évaluer l'évolution du PIB en volume, il faut enlever l'effet de la variation des prix dans celle du PIB en valeur

Mais il faut aussi que l'évolution du PIB en volume reflète bien celle de la quantité de biens et services et non celle de leur qualité

La **première solution** consiste à passer par les prix d'une année de référence :

$\text{PIB}_{2022} \text{ en volume} = \text{PIB}_{2022} \text{ en valeur} / \text{indice des prix}_{2022 \text{ base } 2018}$

L'indice des prix mesure l'évolution du niveau général des prix entre 2018 et 2022

Problème de cette méthode : **elle ne tient pas compte de deux éléments**

1. L'évolution des prix intègre un pur effet prix (l'inflation) et un effet qualité

2. Quand on utilise l'indice des prix de 2018, on omet 2 choses :

Premièrement, les prix relatifs des biens et services changent dans le temps.
Exemple : le prix relatif des produits alimentaires a augmenté entre 2018 et 2022

Deuxièmement, les usages de certains biens et services par les résidents changent aussi aussi. Exemple : le poids de la dépense en gel hydroalcoolique a augmenté dans la dépense de consommation ce dont on ne tient pas compte si on raisonne à partir de l'indice des prix de 2018

Pour éviter ces deux écueils, l'INSEE calcule les **données en volume** non pas aux prix d'une année de base mais « **aux prix de l'année précédente, chaînés** ». Cette méthode permet d'intégrer la déformation des prix relatifs.

Pour les curieux voir document sur cahier de prepa

Problème posé par cette méthode : elle **ne permet pas de conserver les égalités comptables**

Pour aller plus loin

Analyse détaillée des facteurs qui expliquent les évolutions du PIB en volume entre 2021 et 2022 : *INSEE Première* n°1950 « L'activité économique achève son rebond sur fond de forte hausse des prix », Mai 2023

III. La répartition ou l'approche par les revenus de l'économie nationale

1. Les principes et outils de l'approche par les revenus

1.1. Une approche qui décrit l'économie à partir des secteurs institutionnels

Les SI se définissent à partir de leurs principales fonctions et ressources

	Fonction principale	Ressources principales
SNF	Produire des biens et services marchands non financiers	Ventes de la production
SF dont : - Institutions financières - Assurances	Produire des services financiers : - Collecter et répartir des disponibilités financières - Mutualiser les risques	- Dépôts collectés, titres émis - Primes contractuelles
APU	Produire des services non marchands Redistribuer le revenu national	Contributions obligatoires
Ménages dont : - EI - Ménages hors EI	- Produire des biens et services marchands - Consommer	- Ventes de la production - Revenu disponible brut
ISBL	Produire des services non marchands pour les ménages	Contributions volontaires des ménages
RDM	SI servant à enregistrer l'ensemble des opérations entre les SI résidents (quels qu'ils soient) et des unités institutionnelles non résidentes	

1.2. Les comptes des secteurs institutionnels résidents

Document : Les comptes des ménages en 2021

Comptes des ménages (S14) en 2021			
Compte de production			
Emplois		Ressources	
Consommation intermédiaire	87,4	Production	471,6
Valeur ajoutée brute	384,0	Production marchande	251,8
Consommation de capital fixe	98,0	Production pour emploi final propre	220,0
Valeur ajoutée nette (*)	287,7		
Compte d'exploitation			
Emplois		Ressources	
Rémunération des salariés	46,9	Valeur ajoutée brute	384,0
Salaires et traitements bruts	31,3		
Cotisations sociales à la charge des employeurs	9,6		
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	9,4		
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	0,2		
Impôts sur la production	21,8		
Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	0,0		
Impôts divers sur la production	21,8		
Autres subventions sur la production	-11,8		
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	332,2		
Excédent net d'exploitation et revenu mixte net (*)	298,1		
Compte d'allocation des revenus primaires			
Emplois		Ressources	
Revenus de la propriété	12,0	Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	332,2
Intérêts	12,0	Rémunération des salariés	1 200,2
Loyers des terrains et des logements	1,4	Salaires et traitements bruts	977,8
		Cotisations sociales à la charge des employeurs	327,7
		Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	308,2
		Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	99,0
		Revenus de la propriété	96,0
		Intérêts	10,4
		Revenus distribués des sociétés	44,6
		Dividendes	44,6
		Prélèvements sur les revenus des quasi sociétés	37,8
Solde des revenus primaires bruts	1 726,6	Autres revenus d'investissement	2,7
Solde des revenus primaires nets (*)	1 624,4	Revenus des terrains et des logements	2,7
Compte de distribution secondaire du revenu			
Emplois		Ressources	
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	248,7	Solde des revenus primaires bruts	1 726,6
Impôts sur le revenu	232,0	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	509,4
Autres impôts courants	12,0	Prestations de sécurité sociale en espèces	388,1
Cotisations sociales nettes	478,0	Autres prestations d'assurance sociale	103,9
Cotisations sociales effectives à la charge des employeurs	368,0	Prestations d'assurance sociale en espèces	96,8
Cotisations sociales imputées à la charge des employeurs	69,0	Autres transferts courants	99,2
Cotisations sociales effectives à la charge des ménages	151,0	Indemnités d'assurance-dommages	37,8
Cotisations sociales effectives à la charge des salariés	121,0	Transferts courants divers	42,2
Cotisations sociales effectives à la charge des non-salariés	30,0	Transferts courants entre ménages résidents et non-résidents	0,2
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	9,0	Autres transferts courants divers	41,9
Autres transferts courants	77,8		
Preuves nettes d'assurance-dommages	36,7		
Transferts courants divers	39,2		
Transferts courants aux ESUM	19,6		
Transferts courants entre ménages résidents et non-résidents	11,4		
Autres transferts courants divers	14,1		
Revenu disponible brut	1 654,8		
Revenu disponible net (*)	1 458,7		
Compte d'utilisation du revenu			
Emplois		Ressources	
Dépense de consommation individuelle	1 264,6	Revenu disponible brut	1 654,8
Épargne brute	390,2		
Épargne nette (*)	192,0		
Compte de capital			
Emplois		Ressources	
Formation brute de capital	197,4	Épargne brute	390,2
Formation brute de capital fixe	192,2	Transferts en capital à recevoir	4,2
Variations des stocks	2,0	Aides à l'investissement à recevoir	3,6
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	0,0	Autres transferts en capital à recevoir	1,2
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits	-2,2	Transferts en capital à payer	28,2
		Impôts en capital à payer	18,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	119,0	Aides à l'investissement à payer	-2,7
		Autres transferts en capital à payer	-1,7
Compte de redistribution du revenu en nature			
Emplois		Ressources	
		Revenu disponible brut	1 654,8
		Transferts sociaux en nature	469,2
Revenu disponible ajusté brut	2 084,0	Transferts sociaux en nature de produits non marchands	291,8
Revenu disponible ajusté net (*)	1 912,0	Transferts sociaux en nature de produits marchands	169,7
Compte d'utilisation de revenu disponible ajusté			
Emplois		Ressources	
Consommation finale effective	1 726,6	Revenu disponible ajusté brut	2 084,0
Épargne brute	268,1		
Épargne nette (*)	192,0		
Miliards d'euros			

Source : Comptes nationaux - Base 2014, Insee
 (*) Les montants nets sont obtenus en retranchant la consommation de capital fixe aux montants bruts.

**La séquence des comptes des SI résidents :
de la valeur ajoutée à la capacité de financement**

Emplois	Ressources
Compte de production	
Consommation intermédiaire Valeur ajoutée brute/nette* * nette si on enregistre dans les emplois la consommation de capital fixe	Production dont : - Production marchande - Production non marchande - Production pour emploi finale propre
Compte d'exploitation	
Rémunération des salariés Autres impôts liés à la production - Subventions d'exploitation Excédent brut/net d'exploitation Revenu mixte brut/net	Valeur ajoutée brute/nette

Emplois	Ressources
Compte d'affectation des revenus primaires	
Revenus de la propriété	Excédent brut/net d'exploitation Revenu mixte brut/net Rémunération des salariés Impôts sur production et importations - Subventions
Solde brut/net des revenus primaires	Revenus de la propriété
Compte de distribution secondaire du revenu	
Impôts courants sur revenu et patrimoines Cotisations sociales Prestations sociales en espèces Autres transferts courants	Solde brut/net des revenus primaires Impôts courants sur revenu et patrimoines Cotisations sociales Prestations sociales en espèces Autres transferts courants
Revenu disponible brut/net	

Emplois	Ressources
Compte d'utilisation du revenu disponible	
Dépense de consommation finale	Revenu disponible brut/net
Épargne brute/nette	
Compte de capital	
Formation brute de capital fixe	Épargne brute/nette
(- consommation de capital fixe si Épargne nette, rien si Épargne brute)	Transferts en capital reçus
Variation des stocks	- Transferts en capital versés
Acquisitions nettes d'objets de valeur	
Acquisitions nettes d'actifs non financiers non produits	
Capacité (+)/ besoin (-) de financement	

1.3. Les comptes du secteur institutionnel du reste du monde

Document sur cahierdeprepa : Comptes du RDM dans le document ensemble des comptes des SI en 2021.

2. Le tableau économique d'ensemble : la synthèse de l'approche par les revenus

Le TEE rend hommage aux travaux de François Quesnay (1759)

DEPENSES PRODUCTIVES.	DEPENSES DU REVENU, l'impôt prélevé, se partagent aux Dépenses productives & aux Dépenses stériles.	DEPENSES STÉRILES.
Avances annuelles.	Revenu.	Avances annuelles.
600 produisent.....	600	300
Productions.		Ouvrages, &c.
300 reproduisent net.....	300	300
150 reproduisent net.....	150	150
75 reproduisent net.....	75	75
37-10 reproduisent net.....	37-10	37-10
18-15 reproduisent net.....	18-15	18-15
9-7-6 reproduisent net.....	9-7-6	9-7-6
4-13-9 reproduisent net.....	4-13-9	4-13-9
2-6-10 reproduisent net.....	2-6-10	2-6-10
1-3-5 reproduisent net.....	1-3-5	1-3-5
0-11-8 reproduisent net.....	0-11-8	0-11-8
0-5-10 reproduisent net.....	0-5-10	0-5-10
0-2-11 reproduisent net.....	0-2-11	0-2-11
0-1-5 reproduisent net.....	0-1-5	0-1-5

Le TEE permet de calculer le PIB selon l'approche par les revenus :

PIB

=

Rémunération des salariés

+ EBE + revenus mixtes

+ impôts sur la production et les importations

– subventions

2.1. Le TEE de la France en 2022

- Le TEE est normalement sur une seule feuille, les emplois sont à gauche, les ressources à droite
- Le TEE constitue une synthèse des différents comptes des SI que nous avons étudiés précédemment : vous retrouvez ces différents SI en colonnes
- La colonne « impôts – subventions sur les produits » permet d’enregistrer les impôts et subventions qui ne sont pas imputables à un secteur institutionnel particulier
- $S1 = S11 + S12 + S13 + S14 + S15 + \text{« impôts – subventions sur les produits »}$
- La colonne « biens et services » est un artefact comptable qui permet d’assurer, au niveau de chaque ligne, l’équilibre emplois ressources => pas de signification économique particulière
- La colonne « Total » = $S1 + S2 + \text{« biens et services »}$

Questions à traiter avec le TEE 2022 de la France

1. Où sont enregistrées les exportations et les importations de biens et services de la France ?
2. Retrouvez le calcul du PIB de la France selon les trois approches à partir des données du TEE

Remarque

Le RNB est l'agrégat qui mesure le revenu des résidents quelque soit le lieu où la production a été réalisée

Du PIB au RNB

Revenu national brut	Produit intérieur brut (PIB)
Revenus primaires versés au RdM	Revenus primaires reçus du RdM

<http://www.comptanat.fr/principe/pib.pdf>

$RNB = PIB + \text{revenus primaires reçus du RdM} - \text{revenus primaires versés au RdM}$

Calculez le RNB de la France en 2022 à partir du TEE.

2.2. Les utilisations du tableau économique d'ensemble

Les ratios significatifs de l'économie nationale

- Les ratios au **niveau national**

Taux d'épargne : Épargne brute/PIB

Taux d'investissement : FBCF / PIB

- Les ratios au niveau de certains SI

Pour les **ménages**

Taux d'épargne : Épargne brute des ménages/RDB des ménages

Taux d'épargne financière :

Capacité de financement des ménages/ RDB des ménages

Pour les entreprises (**SNF et SF**)

Taux d'épargne : Épargne brute des SNF ou des SF/VAB des SNF ou des SF

Taux d'autofinancement :

Épargne brute des SNF ou des SF/ FBCF des SNF ou des SF

Taux d'investissement : FBCF des SNF ou des SF /VAB des SNF ou des SF

Taux de marge : évalué pour les SNF ou les SF (EBE/VAB) ou pour l'ensemble SNFEI et SFEI (EBE+Revenu mixte)/VAB)

- Les ratios qui décrivent les **échanges de la nation avec le reste du monde**

Taux d'exportation : Exportations de biens et services/ PIB

Taux d'importation : Importations de biens et services/PIB

Taux de couverture : Exportations de biens et services/Importations de biens et services

Taux de pénétration des produits étrangers : Importations de Biens et Services/(Production+Importations), ratio calculable à partir du TEE mais aussi du TES symétrique

Exercice : calculez et interprétez les ratios significatifs suivants pour 2022 :

<ul style="list-style-type: none">- Taux d'épargne au niveau national, des ménages et des SNF- Taux d'investissement au niveau national et des SNF- Taux d'épargne financière des ménages- Taux d'autofinancement des SNF	<ul style="list-style-type: none">- Taux de marge des SNF- Part des salaires dans la valeur ajoutée des SNF- Taux d'exportations- Taux d'importation- Taux de couverture
--	--

Remarque : d'autres **indicateurs de compétitivité** calculés par l'INSEE

Termes de l'échange :

Indice des prix des exportations/Indice des prix des importations

Compétitivité coût de la France

Compétitivité-prix à l'exportation

Compétitivité-prix des importations :

Prix à l'importation de certains produits/Prix à la production de ces produits

3. L'évolution du partage de la valeur ajoutée : une question centrale de l'approche par les revenus

La valeur ajoutée créée au niveau national se partage entre

Les revenus du travail

« l'ensemble des rémunérations en espèces et en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers : salaires et traitements bruts en espèces et en nature, cotisations sociales effectives et imputées à la charge des employeurs. »

Les revenus du capital

« L'excédent brut d'exploitation (EBE) est le solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des impôts sur les produits, et augmentée des subventions sur les produits. Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte. L'excédent d'exploitation peut être calculé net, si l'on retranche la consommation de capital fixe. »

Les impôts sur la production => définition page suivante

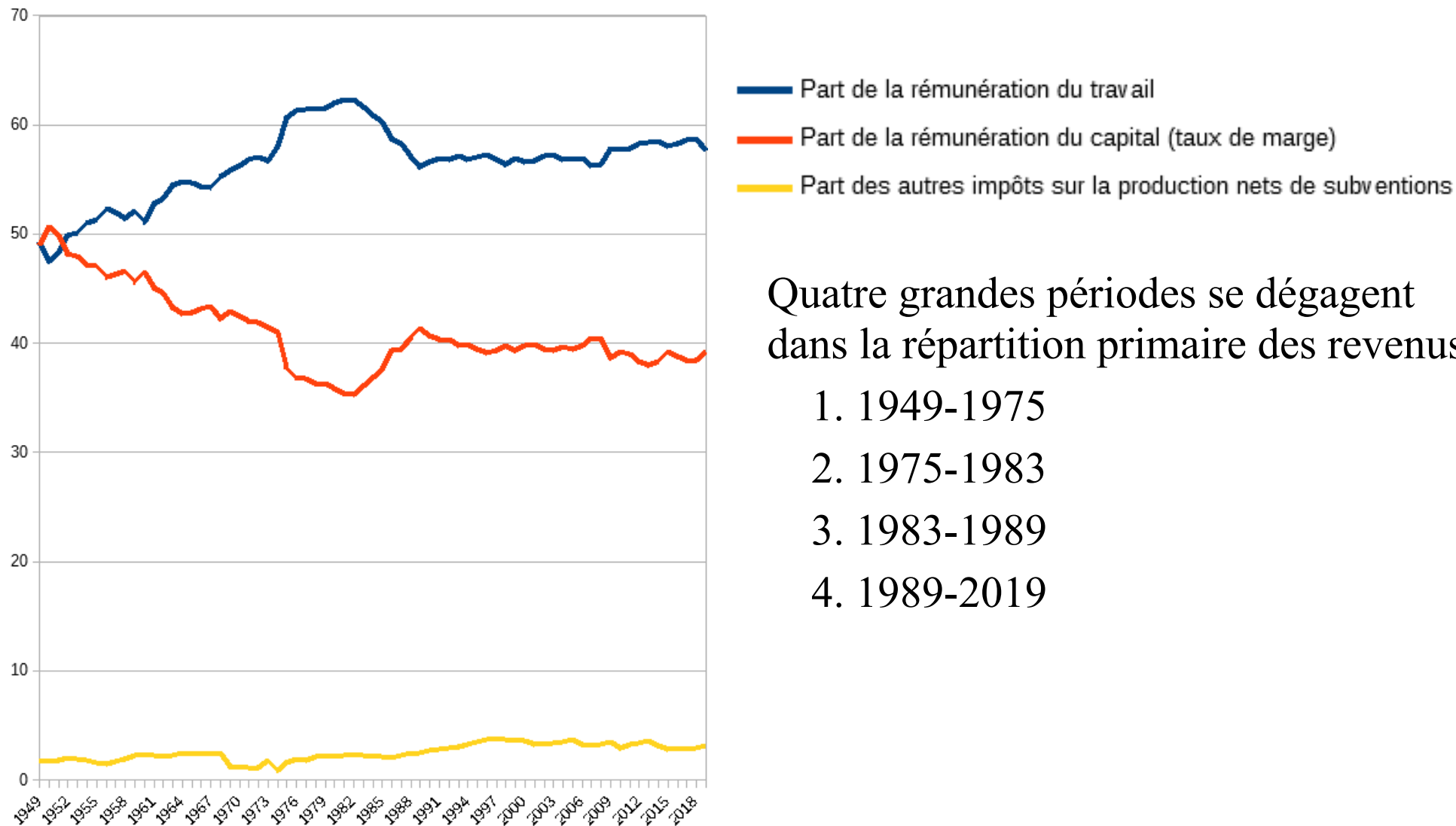
Les impôts sur la production

« Versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation. Ils comprennent les impôts sur les produits et les autres impôts sur la production. »

« Les impôts sur les produits sont constitués essentiellement de la taxe sur la valeur ajoutée, de la taxe intérieure sur les produits pétroliers, des droits de mutation à titre onéreux, des droits sur les alcools et les tabacs. »

« Les autres impôts sur la production englobent tous les impôts que les unités légales supportent du fait de leurs activités de production, indépendamment de la quantité ou de la valeur des biens et des services produits ou vendus [...]. Ils recouvrent pour l'essentiel la taxe sur les salaires, les versements compensatoires liés au transport, la contribution économique territoriale (qui remplace la taxe professionnelle depuis 2010), les taxes foncières et la contribution sociale de solidarité des sociétés. »

Evolution du partage de la valeur ajoutée à prix courants en France 1949-2019



Quatre grandes périodes se dégagent dans la répartition primaire des revenus

1. 1949-1975
2. 1975-1983
3. 1983-1989
4. 1989-2019

Graphique établi à partir des données de l'INSEE sur la répartition de la valeur ajoutée à prix courants.

Enjeux du partage de la valeur ajoutée

- **Au niveau des revenus**

Répartir le revenu national entre rémunération du travail et rémunération des propriétaires du capital

- **Au niveau de la demande**

Répartition entre consommation et investissement

Remarque/rappel

L'État modifie ensuite la répartition primaire *via* certains prélèvements obligatoires (impôts directs et cotisations sociales) et *via* le versement de revenus de transfert. La distribution secondaire des revenus qui en découle répond, vous le savez là encore, à la volonté de réduire des inégalités de revenus primaires considérées comme injustes

Conclusion sur les trois approches produites par l'INSEE de l'économie nationale (conclusion des points II à IV)

- 3 approches complémentaires qui répondent à de nombreuses questions
- 3 approches cohérentes entre elles :

Approche production

Produit intérieur brut (PIB)	Somme des valeurs ajoutées
Subventions sur les produits	Impôts sur les produits

Approche demande

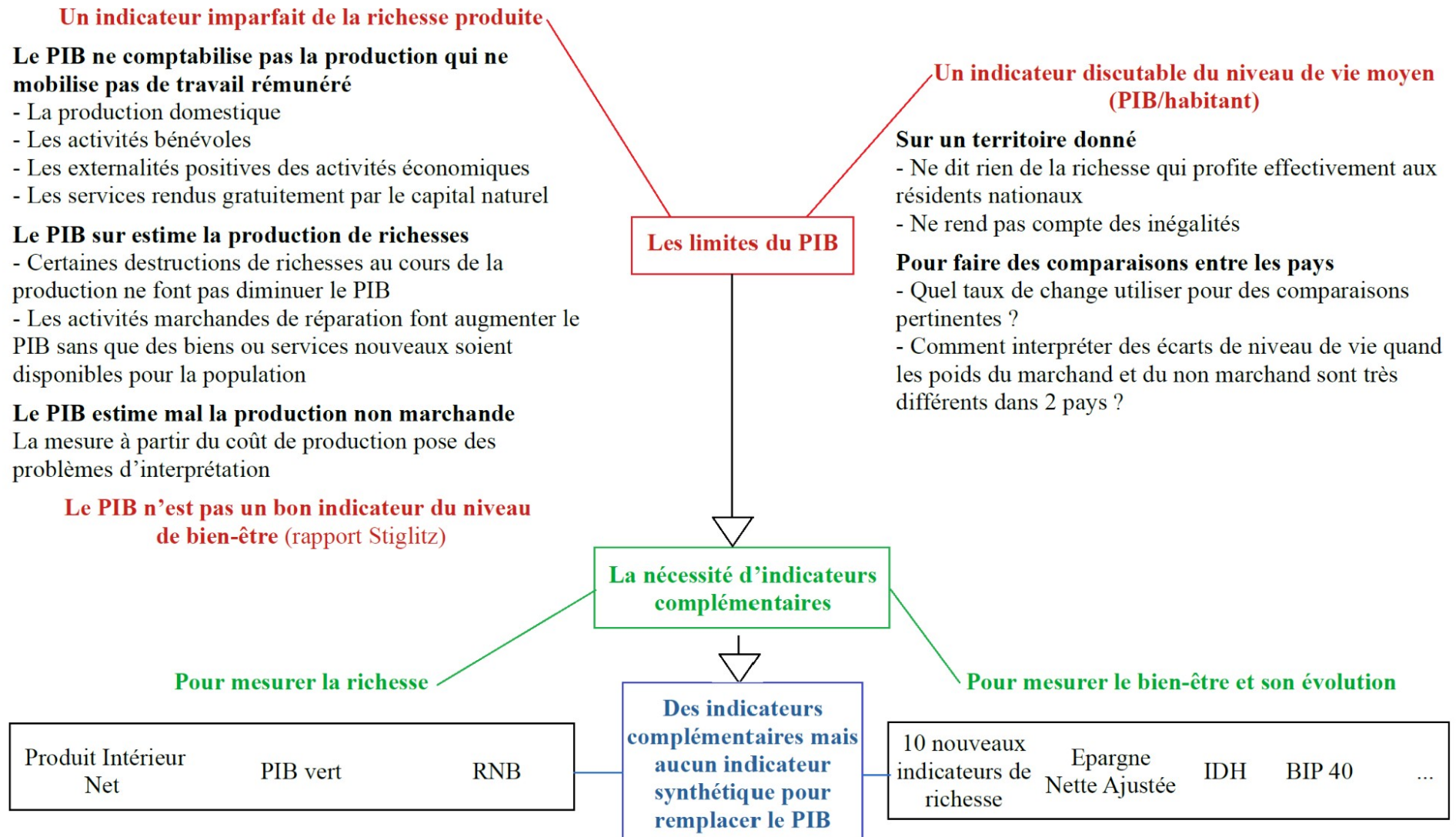
Produit intérieur brut (PIB)	Emplois finals de biens et services
Importations	Exportations

Approche revenu

Produit intérieur brut (PIB)	Rémunération des salariés
	Impôt sur la production et les import.
	Excédent brut d'exploitation et rev. mixte
Subventions	

- Mais aussi 3 approches qui reposent sur des conventions discutables (et discutées), ce que nous allons approfondir au point suivant

IV. Les limites du PIB et la nécessité de développer d'autres indicateurs



Exemples d'indicateurs complémentaires au PIB autres que ceux présentés dans la carte mentale

- Le better life index développé par l'OCDE

<http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/#/41111111111>

- Le Sustainable Economic Development Assessment (SEDA) :

<https://www.bcg.com/fr-fr/publications/2019/seda-measuring-well-being.aspx>

- Les indicateurs pour le suivi national des objectifs de développement durable : les 17 objectifs de développement durable :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2654937?sommaire=2654964>

Pour compléter

- Article JM Vittori vu en introduction

- Billet du blog de l'INSEE « Le PIB reste-t-il un indicateur pertinent ? »

<https://blog.insee.fr/le-pib-reste-t-il-un-indicateur-pertinent/>

Conclusion du chapitre

La comptabilité nationale est une représentation détaillée et chiffrée de l'économie nationale qui permet d'analyser ses évolutions dans le temps et de la comparer à d'autres économies

Cette représentation est basée sur des conventions qu'il faut connaître pour comprendre et interpréter les données qu'elle fournit

=> ces données peuvent être critiquées :

« Les chiffres sont des êtres fragiles qui, à force d'être torturés, finissent par avouer tout ce qu'on veut leur faire dire. » Alfred Sauvy

Certaines de ces critiques ont amené au développement d'indicateurs complémentaires